

# CONCERTATION PERMANENTE DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE RWANDAISE (CPODR)

Avenue de Roodebeek, 151 bte 1; 1030 Bruxelles – Belgique

Tél/Fax : 0032 (02) 735 19 98 ; Email : [cpodr@yahoo.fr](mailto:cpodr@yahoo.fr)

---

## ***LA CPODR PROPOSE AU GOUVERNEMENT DE KIGALI DE SURSEoir AU PROCESSUS CONSTITUTIONNEL ET ELECTORAL EN COURS***

Fidèle à ses options pacifiques pour résoudre le conflit rwandais, la CPODR a obtenu des groupes armés qui lui sont proches l'abandon de toute lutte armée afin de s'intégrer dans le combat politique en faveur de la démocratie, la réconciliation et la stabilité au Rwanda et dans la sous-région.

Force est cependant de constater que d'une part :

- Le gouvernement de Kigali ne semble pas pressé de répondre aux voix nombreuses qui l'incitent à l'ouverture politique. Il maintient en prison plusieurs prisonniers politiques dont notamment Pasteur Bizimungu (ex-Chef de l'Etat), Charles Ntakirutinka (ex-Ministre), Jean Mbanda (ex-Député) et Pierre Gakwandi (cadre du MDR) ;
- Le gouvernement de Kigali a manifestement beaucoup de mal à cesser le harcèlement de la société civile et de la presse ;
- Le gouvernement de Kigali fait toujours la sourde oreille à l'impératif de libéraliser les activités politiques sur l'ensemble du territoire national en vue de permettre à l'opposition intérieure de sortir de la clandestinité et à l'opposition en exil de rentrer au pays, pour participer au processus constitutionnel et électoral ;
- Le gouvernement de Kigali poursuit sans vergogne sa politique d'intimidation pour décourager toute velléité d'opposition à l'intérieur du pays. Il n'hésite pas à recourir à la corruption dans l'espoir de phagocyter et affaiblir l'opposition en exil. La dernière prouesse du FPR en matière de démocratie est la mise en place, la semaine passée, d'une commission parlementaire chargée de dissoudre le Mouvement démocratique républicain (MDR), pourtant membre de la coalition gouvernementale et d'où sont issus tous les Premiers Ministres du Rwanda depuis le 19 juillet 1994.

D'autre part, l'hégémonie politique et militaire du FPR augure mal d'une démocratisation authentique. La mainmise totale du Front patriotique rwandais(FPR) sur toutes les institutions transitoires actuelles et sur tous les rouages de l'économie nationale, ne permet pas du tout d'entrevoir une fin de transition porteuse d'espoir en vue d'une solution durable au conflit inter-rwandais. Tout se fait comme si le

Président Kagame avait décidé de constitutionnaliser et de pérenniser l'état d'exception du Rwanda post-génocide.

En effet, après des élections locales organisées à sa convenance qui lui ont assuré un contrôle sans limite sur l'appareil de l'Etat dont il a, par ailleurs, unilatéralement changé les symboles nationaux (drapeau, hymne), le Général Kagame est aujourd'hui sur le point de faire adopter une constitution qui consacrera sa dictature sur le pays.

La CPODR estime qu'un gouvernement dominé par le FPR n'est pas en mesure de poser seul les fondements solides et durables pour la paix, la démocratie et la réconciliation au Rwanda et dans la région. Elle entend être associée, avec toutes les forces vives de la Nation, à la définition des orientations constitutionnelles de l'après-transition et renouvelle à cet effet, sa volonté ferme de mener ses activités politiques à l'intérieur du Rwanda dès que possible. La CPODR plaide pour l'élaboration d'un projet de constitution par des représentants du peuple dûment désignés par le Dialogue inter-rwandais avant de le soumettre à un référendum populaire. La CPODR trouve en outre inacceptable que les Rwandais puissent se contenter d'une démocratie au rabais et d'une constitution qui, en matière de liberté d'expression et du pluralisme politique notamment, irait en de ça des acquis de l'accord de paix d'Arusha qui reste une référence.

La CPODR réitère son attachement à un authentique processus de démocratisation-réconciliation qui passe à ses yeux par un débat sans complaisance sur les défis majeurs de la société rwandaise. A cet égard, la CPODR reste fermement convaincue de la nécessité et de l'urgence d'un *dialogue politique inter-rwandais hautement inclusif*. C'est en prévision de la tenue d'un tel dialogue que la CPODR demande au Président Kagame de prendre en compte sa proposition de repousser le référendum constitutionnel et les élections législatives et présidentielles, le temps d'en réunir les conditions de réussite, dans l'intérêt suprême du peuple rwandais et de celui de la région des Grands Lacs qui subit de plein fouet les retombées de la crise inter-rwandaise non résolue.

La CPODR a noté avec satisfaction que grâce aux pressions de la communauté internationale, dans le cadre de l'accord de Pretoria, le gouvernement de Kigali a retiré ses troupes de la République démocratique du Congo. Même si le caractère effectif et total de ce retrait reste à vérifier, il n'en demeure pas moins qu'il constitue une opportunité réelle pour la pacification et la stabilisation du Rwanda et de l'Afrique des Grands Lacs.

Ainsi, en complément au mémorandum du 05 décembre 2002 relatif à sa position sur la fin annoncée de la transition au Rwanda, la CPODR entend-elle aujourd'hui préciser ses propositions à l'intention de l'opinion, afin de permettre notamment aux Rwandais et aux partenaires du Rwanda, d'apprécier l'évolution politique en connaissance de cause. Elle demande de surseoir au processus en cours et propose le calendrier ci-dessous en vue d'une fin de transition prometteuse.

## **I. Calendrier prévisionnel pour une fin de transition sans heurts**

1. **Mars 2003** : une rencontre entre le gouvernement et l'opposition destinée à créer un climat de confiance et esquisser un agenda pour les échéances en vue. Lieu à déterminer.
2. **Avril 2003** : préparatifs du Dialogue inter-rwandais. Lieu : Rwanda
3. **Mai 2003** : dialogue inter-rwandais proprement dit. Lieu : Rwanda
4. **Juin 2003** : mise en place des institutions de transition à base élargie
5. **Décembre 2003** : référendum constitutionnel
6. **Janvier 2004** : promulgation de la Loi électorale
7. **Février 2004** : début de la campagne électorale
8. **Juin 2004** : tenue des élections

## **II. Les principaux thèmes à inscrire à l'agenda du Dialogue inter-rwandais**

1. Le génocide, les massacres et autres crimes contre l'humanité
2. Le contentieux politico-ethnique
3. La protection des minorités
4. Le défi lié à l'interprétation de l'histoire du Rwanda
5. La définition des missions des forces de défense et de sécurité
6. La démilitarisation de la société rwandaise
7. La Justice et la Réconciliation
8. La coopération régionale et internationale
9. La réduction de la pauvreté et la lutte contre les maladies endémiques
10. La problématique liée aux groupes les plus vulnérables (les rescapés du génocide et des massacres, la jeunesse, les femmes, les veufs, les orphelins, les handicapés ...)
11. La mise en place d'institutions transitoires inclusives.

## **III. Les participants au Dialogue inter-rwandais**

1. Le gouvernement de Kigali
2. L'opposition
3. La société civile
4. Les organisations paysannes

## **IV. Les observateurs internationaux**

A déterminer

La CPODR renouvelle son invitation au Président Kagame à un dialogue sincère et constructif et demande à la Communauté internationale d'exercer des pressions dans ce sens. La CPODR est convaincue qu'une éventuelle légitimation du régime actuel dans sa dangereuse fuite en avant entraînerait le recours à des options violentes dans le chef d'un peuple floué et frustré. La CPODR met en garde l'opinion contre les conséquences désastreuses d'un tel scénario.

**Fait à Bruxelles, le 09 janvier 2003**

**Pour la Concertation Permanente de l'Opposition Démocratique Rwandaise (CPODR)**

**Les organisations membres de l'UFDR**

Forces de Résistance pour la Démocratie (FRD)  
Eugène Ndahayo  
Président (Sé)  
Rassemblement Républicain pour la Démocratie au  
Rwanda (RDR)  
Victoire Umuhoza-Ingabire  
Présidente(Sé)

Les organisations membres de l'Alliance IGIHANGO

Alliance pour la Renaissance de la Nation (ARENA)  
Augustin Kamongi  
Président(Sé)  
Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR)  
Ignace Murwanashyaka  
Président(Sé)  
« Nation-Imbaga y'Inyabutatu Nyarwanda »  
Joseph Ndahimana  
Délégué Général(Sé)  
Union des Rwandais pour la République et la Démocratie (URD)  
Jean Marie Nkezabera  
Président(Sé)

La Concertation Permanente de l'Opposition Démocratique Rwandaise (CPODR) a été mise en place le 12 octobre 2002 à Bruxelles, par l'Union des Forces Démocratiques Rwandaises (UFDR) et l'Alliance pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale(ADRN-IGIHANGO). L'UFDR est constituée par les Forces de Résistance pour la Démocratie (FRD) et le Rassemblement Républicain pour la Démocratie au Rwanda (RDR) tandis que l'Alliance « IGIHANGO » rassemble les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), l'Alliance pour la Renaissance de la Nation (ARENA), le mouvement monarchiste « Nation-Imbaga y'Inyabutatu Nyarwanda » et l'Union des Rwandais pour la République et la

Démocratie (URD). La CPODR est ouverte à toutes les forces démocratiques de l'opposition rwandaise.